

Arrêté n°DDT/SEM/2026/0009

fixant les secteurs du département de l'Yonne où la présence de la loutre d'Europe ou du castor d'Eurasie est avérée et au sein desquels l'usage des pièges tuants est interdit jusqu'au 30 juin 2027

Le préfet de l'Yonne
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 427-8 et R 427-13 à R 427-17 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2018-530 du 28 juin 2018 modifié portant diverses dispositions relatives à la chasse et à la faune sauvage et modifiant l'article R 427-6 du code de l'environnement ;

Vu le décret du président de la République du 22 juillet 2026 nommant M. Jean SALOMON, préfet de l'Yonne ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 janvier 2007 modifié fixant les dispositions relatives au piégeage des animaux classés nuisibles en application de l'article L 427-8 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 septembre 2016 modifié relatif au contrôle par la chasse des populations de certaines espèces non indigènes et fixant, en application de l'article R 427-6 du code de l'environnement, la liste, les périodes et les modalités de destruction des espèces non indigènes d'animaux classés nuisibles sur l'ensemble du territoire métropolitain, et notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté du Premier ministre du 1^{er} septembre 2022 portant nomination en qualité de directrice départementale des territoires de l'Yonne, de Mme Manuella INES, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État ;

Vu l'arrêté du Premier ministre du 17 août 2026 portant renouvellement dans ses fonctions de directrice départementale des territoires de l'Yonne de Mme Manuella INES, pour une durée d'un an à compter du 19 septembre 2026 ;

Vu l'arrêté n° PREF/SGAD/BCAAT/2026/0298 du 24 août 2026 donnant délégation de signature à Mme Manuella INES, directrice départementale des territoires, pour l'exercice des missions générales et techniques de la direction départementale des territoires (DDT) ;

Considérant l'avis du service départemental de l'Yonne de l'Office français de la biodiversité en date du 28 mai 2026 ;

Considérant l'avis favorable de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage (formation « espèces susceptibles d'occasionner des dégâts ») consultée, par voie électronique, le 28 mai 2026 ;

Considérant l'absence d'observations formulées lors de la consultation du public réalisée du 15 juin 2026 au 6 juillet 2026 inclus, en application de l'article L 123-19-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de préserver les populations de loutre d'Europe et de castor d'Eurasie de toute capture accidentelle dans un piège mortel ;

Considérant qu'il appartient au préfet de fixer annuellement les secteurs où la présence de la loutre d'Europe ou du castor d'Eurasie est avérée ;

ARRETE

Article 1 : objet

La présence de la loutre d'Europe et du castor d'Eurasie est avérée dans les communes listées en annexe 1 du présent arrêté. Pour faciliter la visualisation des secteurs concernés, une carte est jointe à cet arrêté (annexe 2). Cependant, celle-ci n'a pas de valeur réglementaire. Seules les listes figurant en annexe 1 font foi.

Article 2 : territoires d'intervention

Dans les communes définies à l'article 1 du présent arrêté, l'usage des pièges tuants de catégorie 2 est interdit sur les abords des cours d'eaux et bras morts, marais, canaux, plans d'eaux et étangs, jusqu'à la distance de 200 mètres de la rive. Cette interdiction ne concerne pas le piège à œuf placé dans une enceinte munie d'une entrée de onze centimètres par onze centimètres.

Article 3 : périodes autorisées pour les interventions

Le présent arrêté entre en vigueur à compter de sa signature. Il est valable jusqu'au 30 juin 2027 inclus.

Article 4 : délais et voies de recours

Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

– soit par un recours gracieux auprès du préfet de l'Yonne et/ou un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la transition écologique. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Dijon (22, rue d'Assas – 21000 DIJON) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ;

– soit par un recours contentieux devant le tribunal administratif de Dijon (22, rue d'Assas – 21000 DIJON). Les particuliers et les personnes morales de droit privé peuvent déposer leur recours auprès du tribunal administratif via l'application Télérecours citoyens, accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 : exécution

La secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne, la directrice départementale des territoires, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le commandant du groupement départemental de gendarmerie, ainsi que toutes les autorités habilitées à constater les infractions de la police de la chasse et de la faune sauvage sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, affiché en mairies des communes concernées et dont la copie sera adressée pour information au président de la fédération départementale des chasseurs de l'Yonne.

Fait à Auxerre, le 15 SEP. 2026

Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale des territoires,



Manuella INES



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

ANNEXE 1 à l'arrêté n° DDT/SEM/2026/0009

fixant les secteurs du département de l'Yonne où la présence de la loutre d'Europe ou du castor d'Eurasie est avérée et au sein desquels l'usage des pièges tuants est interdit jusqu'au 30 juin 2027

➤ **liste des communes où la présence de la loutre d'Europe est avérée :**

- | | |
|-------------------------------|-----------------------------------|
| - ANDRYES | - LUCY-SUR-CURE |
| - ANNAY-SUR-SEREIN | - LUCY-SUR-YONNE |
| - ANNÉOT | - MAGNY |
| - ARCY-SUR-CURE | - MAILLOT |
| - ASNIÈRES-SOUS-BOIS | - MAILLY-LA-VILLE |
| - ASQUINS | - MAILLY-LE-CHÂTEAU |
| - AVALLON | - MALAY-LE-PETIT |
| - BAZARNES | - MERRY-SUR-YONNE |
| - BEAUVILLIERS | - MÔLAY |
| - BESSY-SUR-CURE | - MONTRÉAL |
| - BLANNAY | - MOUTIERS-EN-PUISAYE |
| - BLÉNEAU | - NOYERS-SUR-SEREIN |
| - BUSSIÈRES | - PARON |
| - CHASTELLUX-SUR-CURE | - PIERRE-PERTHUIS |
| - CHÂTEL-CENSOIR | - PONTAUBERT |
| - CHABLIS | - PONT-SUR-VANNE |
| - CHAMOIX | - PRÉCY-LE-SEC |
| - CUSSY-LES-FORGES | - PRÉGILBERT |
| - DEUX RIVIÈRES | - QUARRÉ-LES-TOMBES |
| - DOMECY-SUR-CURE | - ROUVRAY |
| - DOMECY-SUR-LE-VAULT | - SAINT-BRANCHER |
| - DRUYES-LES-BELLES-FONTAINES | - SAINT-BRIS-LE-VINEUX |
| - FLACY | - SAINT-GERMAIN-DES-CHAMPS |
| - FOISSY-LÈS-VÉZELAY | - SAINT-LÉGER-VAUBAN |
| - FOISSY-SUR-VANNE | - SAINTE-MAGNANCE |
| - FONTENAY-PRÈS-VÉZELAY | - SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS |
| - GIROLLES | - SAINT-MORÉ |
| - GIVRY | - SAINT-PÈRE |
| - GRIMAULT | - SAINTE-PALLAYE |
| - GUILLON-TERRE-PLAINE | - SENS |
| - HÉRY | - SERMIZELLES |
| - LES VALLÉES DE LA VANNE | - TREIGNY-PERREUSE-SAINTE-COLOMBE |

- VERMENTON
- VILLENEUVE-L'ARCHEVÊQUE

- VOUTENAY-SUR-CURE

➤ liste des communes où la présence du castor d'Eurasie est avérée :

- | | |
|----------------------|-----------------------------------|
| – ANDRYES | – MAILLY-LE-CHÂTEAU |
| – ARCY-SUR-CURE | – ROGNY-LES-SEPT-ÉCLUSES |
| – BAZARNES | – SAINT-LÉGER-VAUBAN |
| – BLÉNEAU | – SAINT-MORÉ |
| – BUSSIÈRES | – SERY |
| – CHAMPS-SUR-YONNE | – TREIGNY-PERREUSE-SAINTE COLOMBE |
| – LICHÈRES-SUR-YONNE | |

➤ liste complémentaire des communes sur lesquelles l'interdiction s'applique au regard des listes précédentes et de la biologie de ces espèces :

- | | |
|----------------------------|---------------------------|
| – ANGELY | – MOLINONS |
| – BAGNEAUX | – MONTILLOT |
| – BLACY | – NOÉ |
| – CHÂTEL-CENSOIR | – POILLY-SUR-SEREIN |
| – CHEMILLY-SUR-SEREIN | – PONTIGNY |
| – CHICHÉE | – SAINT-PRIVÉ |
| – COULANGES-SUR-YONNE | – SAINTE-VERTU |
| – CRAIN | – SAUVIGNY-LE-BEURÉAL |
| – DISSANGIS | – SAVIGNY-EN-TERRE-PLAINE |
| – ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE | – SEIGNELAY |
| – HAUTERIVE | – TALCY |
| – IRANCY | – THAROISEAU |
| – ISLAND | – THIZY |
| – LA CHAPELLE-VAUPELTEIGNE | – TRUCY-SUR-YONNE |
| – LAILLY | – VAULT-DE-LUGNY |
| – LIGNY-LE-CHÂTEL | – VENOUSE |
| – L'ISLE-SUR-SEREIN | – VÉZELAY |
| – MALAY-LE-GRAND | – VILLIERS-LOUIS |
| – MALIGNY | – VILLY |
| – MASSANGIS | – VINCELLES |
| – MENADES | – VINCELOTES |

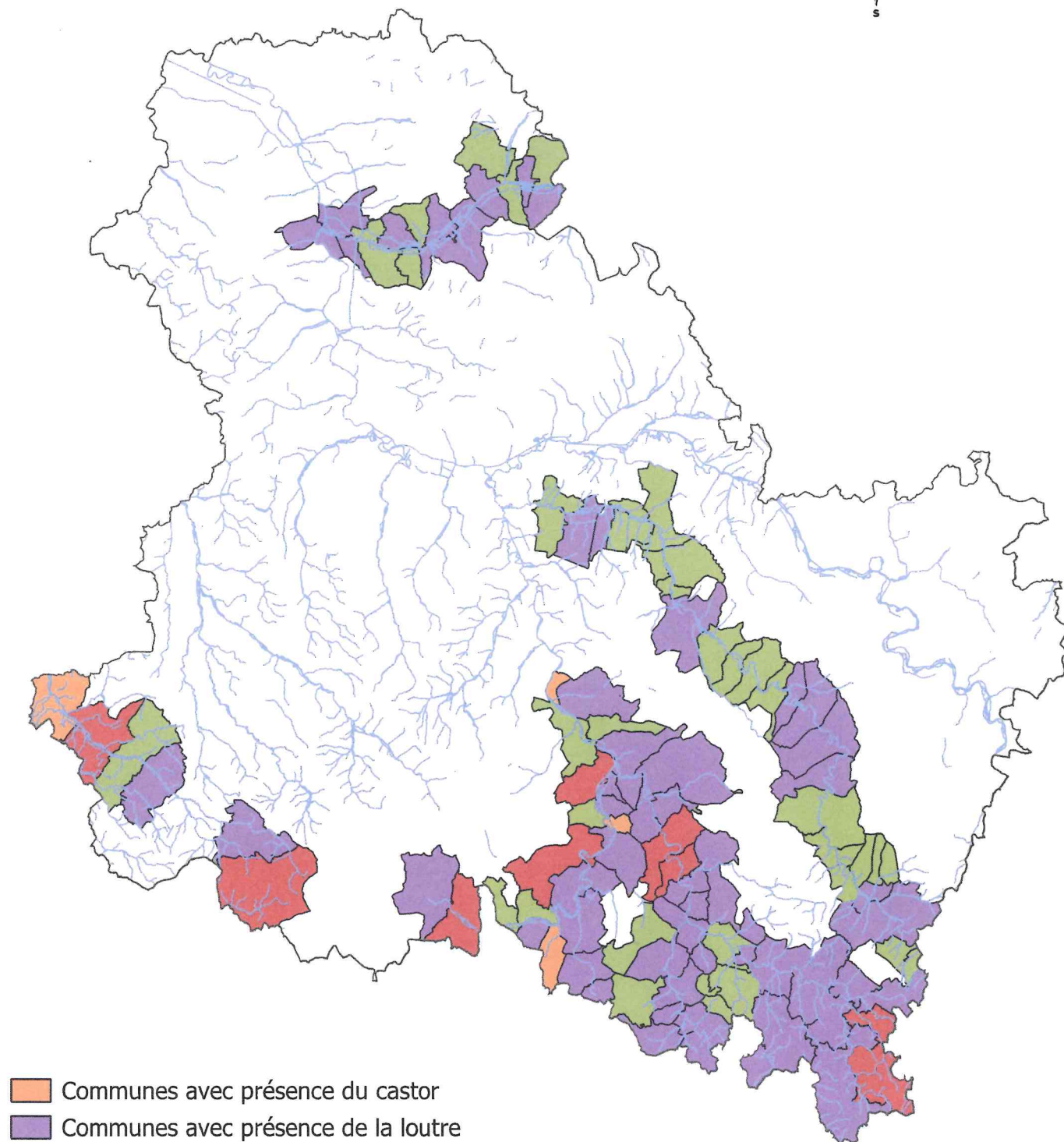
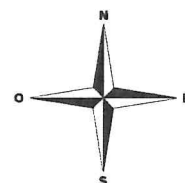


**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ANNEXE 2 à l'arrêté n° DDT/SEM/2026/0009

**fixant les secteurs du département de l'Yonne où la présence de la loutre d'Europe
ou du castor d'Eurasie est avérée et au sein desquels l'usage des pièges tuants est
interdit jusqu'au 30 juin 2027**



-  Communes avec présence du castor
-  Communes avec présence de la loutre
-  Communes avec présence du castor et de la loutre
-  Extensions proposées

0 10 20 30 40 km

DDT 89/MSIG - juin 2026
NATURE_PAYSAGE_BIODIVERSITE\2026_Loutre_
Castor\02_Travail\projet.qgz

©IGN - Extrait des fichiers BD Carto®
Reproduction interdite